

JEAN-DOMINIQUE LAFAY

Les interactions entre économie et politique

Journal de la société statistique de Paris, tome 136, n° 1 (1995),
p. 17-28

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1995__136_1_17_0

© Société de statistique de Paris, 1995, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

LES INTERACTIONS ENTRE ÉCONOMIE ET POLITIQUE

Jean-Dominique LAFAY
Professeur à l'Université de Paris I

Les économistes, qui ont eu beaucoup de mal à faire reconnaître le statut de science à leur discipline, sont toujours réticents lorsqu'il s'agit de tenir compte de la dimension politique dans leurs analyses. Ils craignent de perdre leur "neutralité" et de réintroduire subrepticement des débats idéologiques. Cependant, comme on va le voir, étudier les problèmes politiques en utilisant les outils analytiques de l'économiste peut apporter des explications originales et intéressantes. D'un même point de vue strictement économique, ce peut être un passage obligé pour bien comprendre le fonctionnement des économies modernes à fort secteur étatique. En effet, la majorité des décisions économiques observées dans ce secteur répondent au moins partiellement à des préoccupations d'ordre politique ou administratif. Enfin, le recours à une méthodologie économique stricte pour étudier la dimension politique des choix publics limite fortement l'ampleur des risques de dérapage idéologique. Les modèles sont en effet jugés uniquement sur leur capacité explicative et prévisionnelle, ce qui change évidemment tout et oblige même à déconseiller fortement l'exercice aux idéologues qui redoutent les mauvaises surprises.

1. L'émergence d'une théorie des choix publics

Le regain d'intérêt de certains économistes pour les questions institutionnelles et sociopolitiques date d'une trentaine d'années et ce mouvement d'exploration du domaine politique au sens large a maintenant acquis une reconnaissance indiscutable dans la profession. La liste des prix Nobel depuis les années 1980 est, de ce point de vue, très révélatrice : on y trouve notamment les noms de G. Stigler, G. Buchanan, G. Becker, R. Coase ou D. North. Ces tentatives analytiques sont connues sous diverses appellations : analyse économique de la politique, théorie des choix publics, économie politique moderne, nouvelle économie institutionnelle, etc. Mais cette pluralité de dénominations marque le plus souvent des divergences mineures, voire inexistantes¹.

Ces analyses ont toutes eu pour objectif de combler l'insuffisance des analyses positives en économie publique. Dans ce domaine, les économistes se sont en effet presque exclusivement attachés à définir des politiques économiques souhaitables (économie publique normative) et ont négligé l'étude du fonctionnement réel des Etats (économie publique positive). C'est surtout à partir des années 1970 que cette carence s'est fait particulièrement sentir, lorsque l'on a cherché à expliquer les dysfonctionnements apparus aussi bien dans les "Welfare States" des pays industrialisés que dans les administrations jeunes des pays en développement. De toute évidence, ces Etats n'avaient pas toujours cherché à maximiser le bien-être collectif comme ils étaient censés le faire ; ils ne s'étaient pas comportés en "despotes bienveillants", pour reprendre l'expression de K. Wicksell, et la "rationalité politique" avait largement prévalu sur la "rationalité économique".

Pour réformer efficacement les mécanismes d'incitations dans les secteurs étatiques et aboutir à des résultats plus conformes aux objectifs visés, il était nécessaire de comprendre comment économie et politique interagissaient dans la réalité.

Par ailleurs, le simple poids statistique acquis par des variables comme les dépenses ou les recettes publiques (de l'ordre de la moitié du PIB dans un pays comme le nôtre) posait un problème en soi dans les modèles macroéconomiques. L'hypothèse traditionnelle était de considérer que toutes les variables correspondant aux décisions du secteur public étaient "exogènes", c'est-à-dire imprévisibles en soi. La part du produit global véritablement "prévue" (non exogène) avait donc tendance à se réduire régulièrement. Remédier à ce problème impliquait d'"endogénéiser" le secteur public, en introduisant des fonctions de comportement de l'Etat fondées sur la théorie positive des choix publics et logiquement similaires à celles expliquant les comportements privés en matière d'investissement ou de consommation.

A priori, l'introduction des phénomènes politiques dans l'analyse économique peut se faire soit selon une logique pluridisciplinaire ordinaire, soit selon une logique "impérialiste". Dans le premier cas, on essaie de juxtaposer tant bien que mal les

1. A l'exception peut-être de la "théorie des choix sociaux", issue des travaux de Arrow, très focalisée sur les questions normatives d'agrégation des préférences individuelles.

méthodologies et les analyses de l'économie et de la science politique, ce qui suppose une certaine schizophrénie, tant de l'agent étudié que de l'analyste. Dans le second cas, on explique les comportements conformément à une théorie unique, mais étendue à l'ensemble des champs considérés. L'analyse "économique" de la politique procède de la seconde logique : elle étudie les comportements, politiques comme économiques, à l'aide de la théorie microéconomique des choix. Elle explicite les objectifs des décideurs publics et des électeurs et elle reconnaît qu'ils possèdent une dimension fondamentalement politique.

Le développement des méthodes quantitatives et de l'information statistique a aussi permis de mieux apprécier l'importance de ces interactions entre économie et politique. Dans les démocraties occidentales, de nombreuses estimations économétriques ont mis en évidence :

- l'influence des variables économiques sur les indices de popularité politique et les résultats électoraux,
- l'impact du calendrier électoral sur les choix de politique économique,
- le rôle des groupes de pression et leur activité de "recherche de rente".

L'analyse s'est même récemment étendue aux régimes autocratiques, sur la base des données disponibles pour les anciens pays communistes et les pays en développement. Comme dans les démocraties occidentales, mais évidemment selon un processus différent, on a montré que l'économie jouait un rôle déterminant dans la stabilité politique et que, réciproquement, l'instabilité politique agissait sur les comportements privés de consommation et d'investissement et sur les performances économiques.

C'est en réalité une véritable théorie économique du comportement de l'Etat et des acteurs politiques qui est en train d'émerger, même si c'est de façon plus ou moins chaotique. Nous en présentons dans ce qui suit quelques aperçus au travers d'un domaine spécifique, celui des modèles politico-économiques, dans les pays industrialisés d'abord, dans les pays en développement ensuite.

2. Les modèles politico-économiques dans les pays industrialisés

L'idée d'"endogénéiser" le secteur public est au centre des modèles politico-économiques. L'objection majeure à ce type de développement analytique est qu'il n'est tout simplement pas possible : l'Etat souverain et "volontariste" imposerait discrétionnairement ses choix de façon non prévisible. En réalité, le problème est purement empirique et l'on montre que les estimations des fonctions de comportement expliquant les choix publics sont au moins aussi stables que celles concernant les choix privés dans les modèles traditionnels (fonction de consommation et fonction d'investissement notamment).

Les modèles politico-économiques supposent que les différents agents possèdent une fonction explicite d'utilité, intégrant simultanément des variables économiques

L'INTERACTION ENTRE ÉCONOMIE ET POLITIQUE

et des variables politiques, et qu'ils décident sous un ensemble de contraintes économiques et politiques. La figure 1 décrit le schéma type de ces modèles :

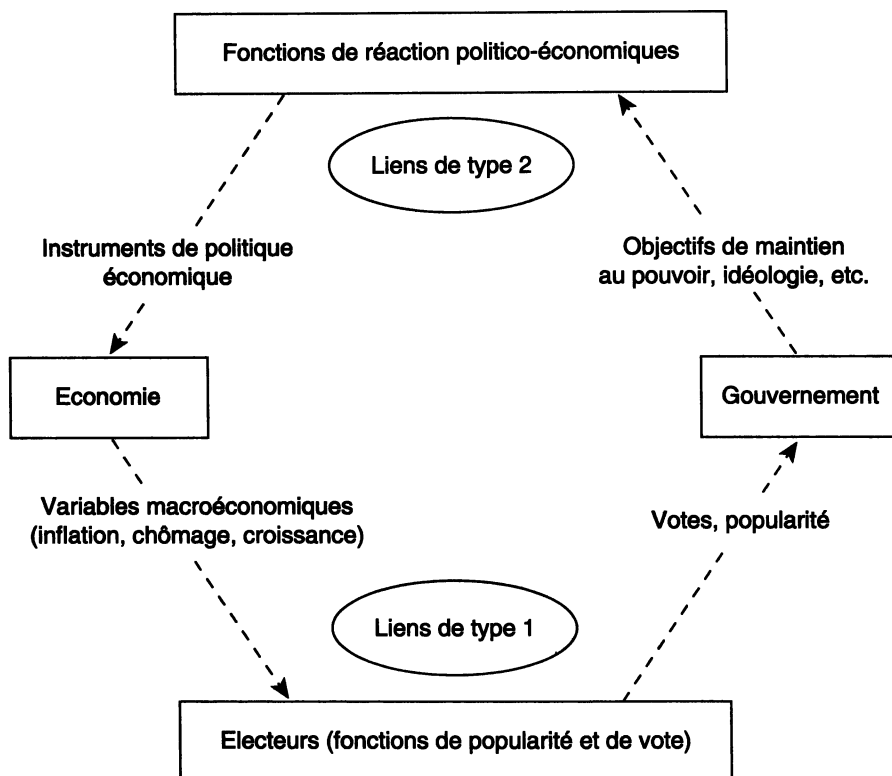


Figure 1. Schéma de modèle politico-économique dans un pays industrialisé

L'influence de l'économie sur les comportements politiques

Un premier groupe d'études s'est intéressé aux liens notés de "type 1" sur la figure 1, c'est-à-dire à l'influence de la situation économique sur les jugements politiques de l'électorat.

Empiriquement, on constate que, dans les grands pays industrialisés, l'électorat a accordé une part croissante à la situation économique dans ses choix politiques depuis les années 50. C'est en partie pour cette raison que l'on réussit à bien prévoir la popularité des gouvernants (mesurée par des sondages mensuels d'opinion) sur la base des variables macroéconomiques (chômage – avec un faible décalage, inflation – avec un effet étalé sur six mois, revenu disponible – avec un effet étalé sur un an)¹.

1. Les décalages sont ceux estimés dans le cas français. Cf. Lafay(1985) sur ce point.

L'INTERACTION ENTRE ÉCONOMIE ET POLITIQUE

Actuellement, l'économie explique en France environ la moitié des fluctuations de la popularité du Président (hors périodes de cohabitation), la politique étrangère entre 20 et 25 % et la politique intérieure (fonctionnement des institutions et sécurité)¹ entre 25 et 30 %. Les résultats dépendent évidemment des caractéristiques institutionnelles des pays concernés. En France par exemple, la différence Premier ministre/Président est essentielle. En temps normal, la popularité du Premier ministre est plus sensible que celle du Président aux fluctuations macroéconomiques. En période de cohabitation, ce phénomène se renforce encore, la popularité du Président devenant pratiquement indépendante de la situation économique.

L'un des grands intérêts des prévisions de popularité est qu'elles permettent d'expliquer et de prévoir le vote. Les élections législatives de 1993 en France en apportent une intéressante confirmation. Comme on le sait maintenant, ces élections ont correspondu à une modification brutale des rapports de force en faveur des partis de droite. Le modèle de prévision par région utilisé avant le scrutin par Jérôme, Lafay et Lewis-Beck(1993) reliait le nombre des sièges en faveur de ces partis, qui constituaient alors l'opposition, à la popularité du Président de la République (signe négatif) et au taux de chômage régional (signe positif). Jamais, dans toute l'histoire de la V^e République, un Président ne s'était présenté à des élections générales (présidentielles ou législatives) avec un taux de popularité aussi faible : 26 % de personnes satisfaites en février 1993 selon l'indice IFOP. Pour donner une idée de l'ampleur du phénomène, il suffit d'indiquer que le précédent "record d'impopularité" à la veille d'élections générales était détenu par V. Giscard d'Estaing avec 44 % d'opinions favorables (en 1981).

A en croire les coefficients du modèle, le nombre des députés des partis de droite devait augmenter dans des proportions très importantes. Toutefois, du fait de l'ampleur de la variation observée, il était légitime de se demander si l'on pouvait faire confiance à des coefficients estimés à partir des données concernant des élections législatives antérieures, où les changements avaient été beaucoup plus marginaux. Le problème était analogue à celui qui s'était posé lors du premier choc pétrolier quant à la fiabilité des élasticités prix dans les fonctions de demande estimées auparavant.

Si l'on regarde le tableau 1, on voit que, finalement, les coefficients estimés ont fait preuve d'une remarquable stabilité, puisque, dans 16 régions sur 22, le nombre de députés de droite a été prévu *ex ante* à un ou deux près². Le lien entre la popularité du Président et les résultats électoraux de la coalition gouvernementale semble donc particulièrement solide, mis à part, évidemment, les périodes de cohabitation. Dans l'ensemble, quand on fait le bilan des succès et échecs prévisionnels des modèles politico-économiques dans les différents pays où ce genre de modèle est utilisé, les prévisions politiques sont ni plus ni moins précises (ou imprécises !) que les prévisions obtenues par les économistes pour les variables économiques.

1. Cf. Lafay et Lecaillon(1991) sur ce point.

2. Plusieurs erreurs, notamment dans les régions du sud de la France, viennent du maintien au second tour de candidats arrivés en troisième position au premier, c'est à dire de caractéristiques institutionnelles et de choix stratégiques de long terme non pris en compte dans le modèle simple utilisé.

L'INTERACTION ENTRE ÉCONOMIE ET POLITIQUE

Tableau 1. Nombre de sièges des partis de droite lors des élections législatives de mars 1993. Comparaison entre valeurs prévues et valeurs réalisées

Régions	(1) Prévisions politico-économiques	(2) Résultats	(3) Erreurs	(4) Total des sièges à pourvoir
Alsace	15 (+ 2)	14	+ 1	16
Aquitaine	22 (+ 14)	23	- 1	27
Auvergne	9 (+ 4)	14	- 5	14
Bourgogne	14 (+ 6)	14	0	17
Bretagne	18 (+ 3)	23	- 5	26
Centre	18 (+ 9)	22	- 4	23
Champagne-Ardenne	11 (+ 4)	14	- 3	14
Franche-Comté	10 (+ 5)	11	- 1	13
Languedoc-Roussillon	16 (+ 9)	18	- 2	21
Limousin	6 (+ 4)	8	- 2	9
Lorraine	19 (+ 8)	20	- 1	23
Midi-Pyrénées	19 (+ 15)	20	- 1	26
Nord-Pas-de-Calais	23 (+ 16)	24	- 1	38
Basse-Normandie	14 (+ 4)	13	+ 1	14
Haute-Normandie	13 (+ 10)	12	+ 1	17
Ile-de-France	81 (+ 41)	80	+ 1	99
Pays de la Loire	28 (+ 6)	28	0	30
Picardie	13 (+ 6)	15	- 2	18
Poitou-Charentes	14 (+ 6)	15	- 1	17
Provence-Alpes-C.A.	39 (+ 16)	35	+ 4	40
Rhône-Alpes	49 (+ 19)	44	+ 5	49
Corse	2 (- 3)	3	- 1	4
Total France métropolitaine	453 (+ 196)	470		555
Erreur moyenne			2.0	

Source : Jérôme, Lafay et Lewis-Beck (1993).

On conclura par trois brèves remarques :

1) En dehors des périodes de cohabitation, les indices pertinents pour la prévision électorale sont ceux qui concernent la satisfaction envers le Président. Certes, les sondages directs sur les intentions de vote sont plus médiatiques, car ils fournissent immédiatement un "résultat", mais, en réalité, ils révèlent une information qui peut être fortement biaisée. Ils obligent en effet les personnes interrogées à simuler hors situation et en quelques minutes une décision qu'elles n'ont pas encore nécessairement prise. Lorsque le nombre des indécis est élevé, les choix ainsi révélés ont peu de signification et il faut s'attendre à des "changements de dernière minute". Au contraire, les opinions sur les dirigeants politiques ou sur le gouvernement sont

L'INTERACTION ENTRE ÉCONOMIE ET POLITIQUE

beaucoup plus stables ; transformées en décisions électorales à l'aide d'un modèle fondé sur l'expérience passée, leur capacité prédictive est alors bien meilleure.

2) L'analyse des indices de popularité IFOP du Président de la République depuis le début de la V^e République montre qu'il existe deux bornes électorales intéressantes. Toutes les majorités présidentielles qui ont dû affronter des élections avec un pourcentage de personnes satisfaites égal ou inférieur à 46 % ont perdu (hors périodes de cohabitation). Inversement, chaque fois qu'un Président a atteint un indice de popularité égal ou supérieur à 54 %, lui ou sa majorité ont gagné (toujours hors périodes de cohabitation). Entre ces deux bornes, seul un modèle économétrique est susceptible de trancher.

3) Les élections présidentielles ne posent pas de problème spécifique lorsqu'elle conserve une dimension "référendum sur la gestion du sortant", c'est-à-dire lorsque le Président en place est candidat et n'est pas en situation de cohabitation (cas de 1981). Dans le cas de 1995, aucune de ces deux conditions n'est remplie, ce qui donne au "jeu" une très forte dimension stratégique. La personnalité, les prises de positions et le parcours médiatique des candidats pendant la campagne électorale sont alors déterminants et les sondages sur les intentions de vote ont des chances de fluctuer fortement, sans rien présager des choix qui seront véritablement effectués lors du scrutin. Dans le cas de 1995, le seul point de repère fiable est la popularité du Premier ministre, puisque E. Balladur est finalement le candidat qui est dans la position la plus proche du "sortant".

L'influence des objectifs politiques sur la politique économique

L'analyse politico-économique tire son intérêt de l'étude des liens de type 2 (cf. figure 1), montrant la façon dont les gouvernements réagissent en vue d'obtenir une situation économique conforme à leurs objectifs propres, c'est-à-dire les "fonctions de réaction politico-économiques" de l'Etat.

Les gouvernements ont des objectifs de maintien au pouvoir, des objectifs idéologiques (par conviction ou du fait de la pression des militants) mais aussi des objectifs de plus longue période, compatibles avec la stabilité et le welfare (même si, à court terme, ces choix peuvent être coûteux en termes de popularité ou de résultat électoral).

Une théorie qui a connu beaucoup de succès est celle du cycle politico-économique (*political business cycle*). Schématiquement, du fait de la myopie relative des électeurs, les gouvernements ont tendance non à stabiliser l'économie, comme l'implique la théorie de la politique économique optimale, mais à la déstabiliser de façon politiquement (électoralement) avantageuse pour eux. En début de mandat, le gouvernement accepte de créer du chômage par des politiques très restrictives. Cela permet de casser les anticipations inflationnistes et crée des marges de manœuvre pour pratiquer ultérieurement, pendant la seconde partie – préélectorale – du mandat, des politiques de relance. L'Etat, loin d'être un régulateur du cycle, en devient une cause endogène !

La théorie politique du cycle a fait l'objet de plusieurs critiques théoriques. Par exemple, si les électeurs anticipent de façon rationnelle, ils vont tenir compte du comportement prévisible du gouvernement et ne seront pas dupes des manipulations pré-électorales : la théorie politique du cycle n'est alors plus "temporellement cohérente". Cependant, deux facteurs viennent limiter la portée de cette critique. D'une part, il existe une forte asymétrie entre l'information du gouvernement et celle dont disposent les électeurs. D'autre part, le résultat des élections est souvent incertain : les électeurs ne peuvent pas anticiper parfaitement le comportement du futur gouvernement. En définitive, si les gouvernements ne peuvent pas faire n'importe quoi, ils disposent toujours d'une certaine marge de manipulation, même face à des électeurs qui anticipent de façon rationnelle.

Une autre critique théorique, peut-être plus fondamentale que la précédente, s'appuie sur le fait que, en pratique, le gouvernement ne détermine pas seul la politique économique. L'administration, qui est chargée de la préparation et de la mise en œuvre, a aussi un poids important. De même, certains groupes d'intérêt, par des activités de *lobbying*, légitimes ou non, peuvent influencer les choix. En fait, la décision politique est le résultat d'un jeu entre partenaires multiples, avec des pouvoirs et des degrés d'information très différents. Le cycle politico-économique, s'il existe, n'est que l'un des déterminants des choix budgétaires et monétaires effectifs.

Empiriquement, les cycles existent de façon très prononcée au plan local, surtout si l'on se limite à la manipulation des instruments. Au plan national, les résultats sont plus mitigés, notamment lorsqu'il s'agit de faire apparaître des fluctuations dans les variables objectifs macroéconomiques (prix, inflation, croissance), qui dépendent de bien d'autres facteurs que de la seule action du gouvernement.

En pratique, les estimations les plus satisfaisantes sont celles qui concernent les fonctions de réaction politico-économiques, liant les divers instruments et indicateurs de politique économique aux écarts entre les valeurs observées et les valeurs souhaitées pour les différents variables objectifs. On constate en effet que les décisions effectives de l'Etat en matière de politique économique s'expliquent de façon au moins aussi précise que les décisions de consommation ou d'investissement du secteur privé ; à condition de tenir compte à la fois des objectifs politiques des gouvernements, des objectifs bureaucratiques de l'administration et des forces respectives de marchandage de ces deux groupes d'agents¹.

3. Les modèles politico-économiques dans les pays en développement

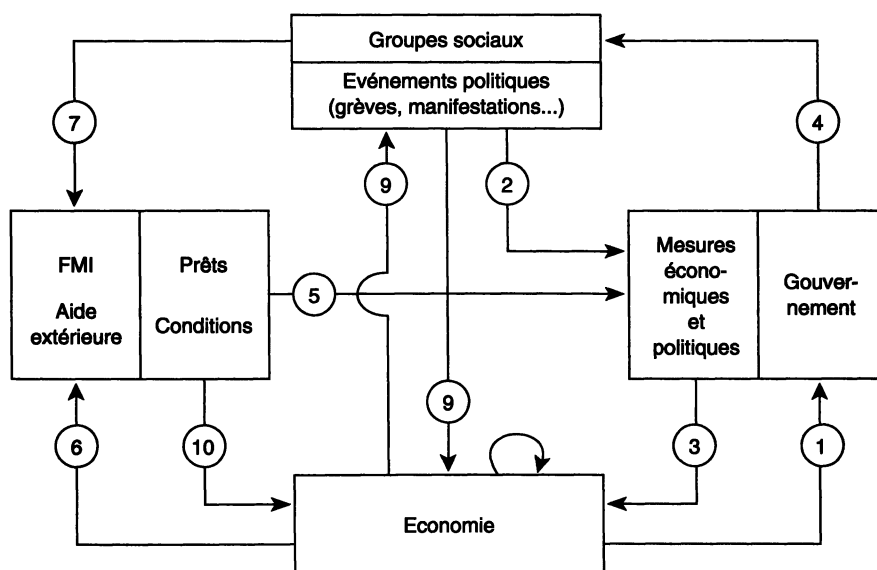
Les interactions économique-politiques sont au moins aussi importantes dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. Une situation politique instable peut faire fuir les capitaux et les hommes, avec des conséquences très

1. Cf. Aubin et Lafay(1994) pour une application pratique de ce type d'analyse au cas des fonctions de réaction du gouvernement français en matière de politique monétaire,

L'INTERACTION ENTRE ÉCONOMIE ET POLITIQUE

sensibles sur le taux de croissance et le taux d'inflation. De même, on ne peut comprendre la gestion, généralement très déficitaire, des entreprises publiques que si l'on fait intervenir les considérations politiques (avec une forte domination de la "rationalité politique" sur la rationalité "économique"). Inversement, des mesures économiques peuvent avoir d'importantes conséquences politiques. Certains plans d'ajustement trop sévères et/ou mal conçus ont provoqué de graves troubles sociaux, sources de répression et de changements gouvernementaux (en l'absence d'élections, les grèves et les manifestations sont des moyens privilégiés pour influencer la politique publique).

Pour toutes les raisons que l'on vient d'évoquer, il n'est pas possible de comprendre les politiques économiques retenues dans les pays en développement sans faire intervenir la dimension politique¹. Malheureusement, le manque de données rend difficile la construction et l'estimation de modèles politico-économiques complets dans les pays en développement. La figure 2 montre le schéma type de ce genre de modèle, avec la présence de quatre grands agents : le secteur économique privé, le gouvernement, les groupes sociaux et les agents internationaux (notamment le FMI et la Banque mondiale).



- Bloc 1 :** Influences économiques et politiques des mesures prises par le gouvernement et les agents extérieurs (FMI et autres donateurs). Flèches 3, 4, 10 et indirectement 8 et 9.
- Bloc 2 :** Fonctions de réaction économiques et politiques du gouvernement aux événements économiques et politiques. Flèches 1, 2 et 5.
- Bloc 3 :** Fonctions explicatives de l'aide extérieure selon les conditions économiques et politiques. Flèches 6 et 7.

Source Morrisson, Lafay et Dessus (1993)

Figure 2. Schéma de modèle politico-économique dans un pays en développement

1. Cf. Lafay et Lecaillon(1993) sur ce point.

L'INTERACTION ENTRE ÉCONOMIE ET POLITIQUE

Le secteur économique privé correspond aux grandes relations économiques (expliquant notamment le taux de croissance, le taux d'inflation, le commerce avec l'extérieur et l'état de la balance des paiements). Les réactions des groupes sociaux sont représentées par des fonctions de grèves et de manifestations (montrant la probabilité d'événements plus ou moins graves). Ces fonctions sont en un sens les équivalents des fonctions de popularité et de vote utilisées pour les modèles politico-économiques des démocraties occidentales (cf. figure 1). Le gouvernement dispose d'instruments économiques et politiques ; ces instruments peuvent être soit populaires (assouplissement des politiques économiques et/ou libéralisation politique), soit impopulaires (mesures économiques restrictives et/ou répression politique). Enfin, les agents internationaux apportent de l'aide selon différents critères ou, dans le cas des organismes internationaux (FMI et Banque mondiale), selon une "conditionnalité" négociée dans le cadre d'un "plan d'ajustement".

Morrisson, Lafay et Dessus(1993) ont montré comment on pouvait estimer un modèle de ce genre sur la base des données disponibles pour vingt-trois pays africains entre 1980 et 1990, et, à partir de là, procéder à des simulations. Il est alors possible d'explorer les effets des politiques économiques dans leur double dimension, économique et politique, et de mettre parfois utilement en garde ceux qui décident des politiques économiques.

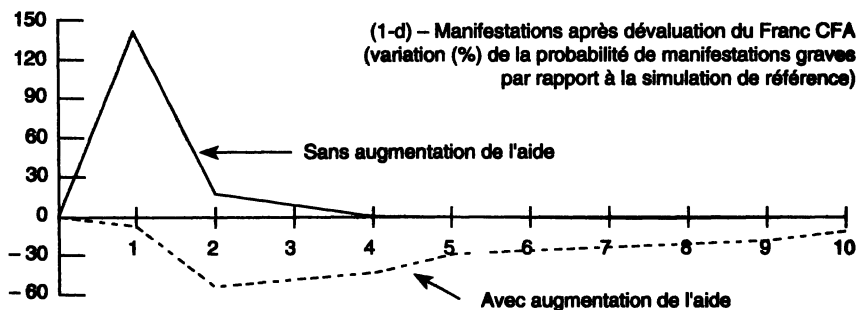
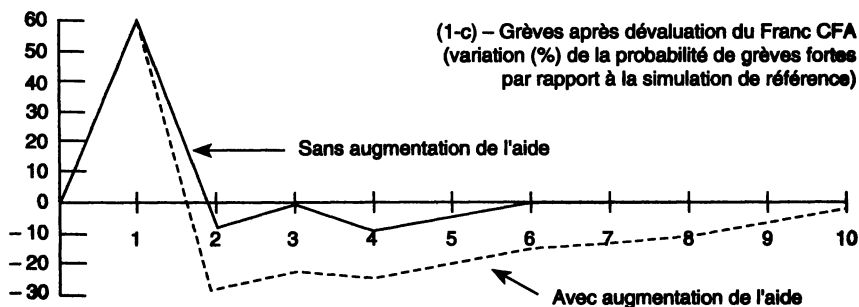
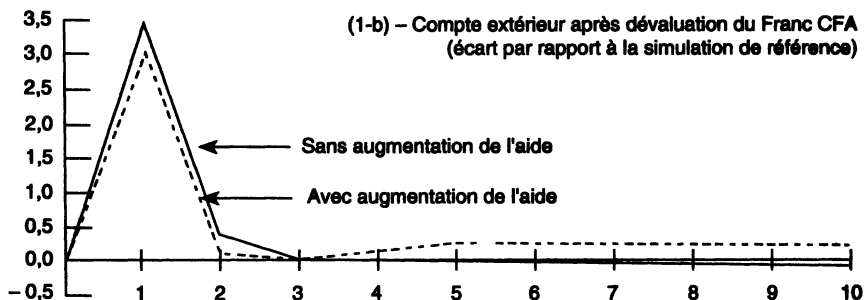
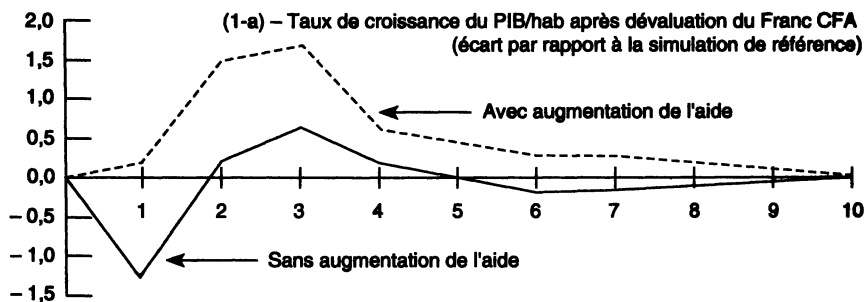
Ainsi, le modèle précédent a permis de simuler en janvier 1993 une dévaluation de 50 % du franc CFA (soit un an avant que la décision ne soit réellement prise). Comme l'indique le graphique 1, cette simulation montrait parfaitement les dangers politiques d'une telle modification de parité, du moins en l'absence de mesures fortes d'accompagnement.

Sans augmentation de l'aide, la dévaluation avait pour seul résultat positif de rééquilibrer à court terme la balance des paiements, sans stimuler durablement la croissance. Au contraire, les effets négatifs étaient très apparents : parce qu'elle provoquait une hausse des prix internes, la dévaluation était à l'origine d'une très importante augmentation des grèves et des manifestations de rue. La situation changeait en revanche de façon très nette si l'on envisageait simultanément un fort accroissement de l'aide extérieure. Comme l'indique le graphique 1, une augmentation de 50 % de cette aide permettait à la fois de stimuler la croissance en longue période et d'éviter la plupart des risques de manifestations graves.

Dans la pratique, la solution retenue en janvier 1994 a correspondu presque exactement à la simulation "avec augmentation de l'aide". Les résultats observés depuis cette date sont très proches de ceux simulés un an auparavant à l'aide du graphique 1.

Le cas de la dévaluation du franc CFA a apporté une démonstration pratique non prévue mais très significative de l'intérêt des modèles politico-économiques dans le choix des politiques économiques. Ces modèles, contrairement aux modèles macroéconomiques traditionnels, alertent sur les conséquences politiques des choix effectués et contribuent donc à la définition de politiques économiques plus efficaces, surtout dans le cas des pays en développement.

L'INTERACTION ENTRE ÉCONOMIE ET POLITIQUE



Graphique 1. Simulation sur dix périodes des effets d'une dévaluation de 50 % du franc CFA.
(Source : Morriison, Lafay et Dessus - 1993)

Conclusion

L'application des méthodes économiques d'analyse éclaire sous un angle nouveau et prometteur le problème des interactions entre économie et politique. Les modèles politico-économiques, qui regroupent dans un ensemble intégré des fonctions de popularité et de vote et des fonctions de réaction de l'Etat, permettent de poser dans un cadre particulièrement intéressant les questions de politique économique, car l'analyse ne se limite plus aux seules conséquences économiques. Cet avantage est surtout évident dans le cas des pays en développement, comme l'illustre l'expérience de la dévaluation du franc CFA rapportée dans le texte.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBIN C., LAFAY J.-D. (1994), "Objectifs politiques et contraintes institutionnelles dans les décisions de politique monétaire : analyse économétrique du cas français (1973.03-1993.12)", miméo, *Grief*, Université de Poitiers et *Laep*, Université de Paris I, à paraître dans *Revue Economique*.
- EULAU H., LEWIS-BECK M. eds. (1985), *Economic Conditions and Electoral Outcomes: The United States and Western Europe*, New York, Agathon Press.
- JÉRÔME B., LAFAY J.-D., LEWIS-BECK M. (1993), "Elections législatives de mars 1993 : prévisions politico-économiques par région", miméo, *Document technique*, *Laep*, Université de Paris I.
- LAFAY J.-D. (1985), "Important Political Change and the Stability of the Popularity Function : Before and After the French General Election of 1981", in Eulau and Lewis-Beck eds., (1985) 78-97.
- LAFAY J.-D., LECAILLON J. (1991), "Economie et politique en France", miméo, *Laep*, Université de Paris I.
- LAFAY J.-D., LECAILLON J. (1993), *La dimension politique de l'ajustement économique/The Political Dimension of Economic Adjustment*, Paris, OCDE.
- MORRISON C., LAFAY J.-D., DESSUS S. (1993), "La faisabilité politique de l'ajustement dans les pays africains", *Document technique* n° 88, Paris, OCDE, Centre de développement.